



IDÉES

ENTREPRISES

Les GAFAs, puissances du troisième type

PAR PIERRE-YVES GOMEZ

Le ministre danois des affaires étrangères, Anders Samuelson, a annoncé, le 26 janvier, la création d'un poste d'« ambassadeur numérique » dans la Silicon Valley. Bien que le périmètre de cette diplomatie reste à préciser, elle représentera les intérêts du petit pays scandinave auprès des géants du Web que sont Google, Amazon, Facebook ou Apple (les fameux GAFAs).

Depuis des décennies, l'accumulation de capital donne aux grandes entreprises un pouvoir croissant qui est au cœur des débats et des combats de nos sociétés démocratiques. Il était devenu tel aux Etats-Unis dès la fin du XIX^e siècle que le Sherman Antitrust Act de 1890 dut préciser les premières règles contre les monopoles. Durant la crise des années 1930, la grande entreprise était décriée comme un monstre, un « *Frankenstein Incorporated* », selon le titre du livre du même nom du juriste américain Isaac Maurice Wormser (1887-1955) publié en 1931. Plus tard, les multinationales ont été considérées comme les bras armés des politiques impérialistes occidentales dans les pays du Sud. Les entreprises de la Silicon Valley écrivent un nouveau chapitre de cette histoire du pouvoir capitaliste, de sa critique et de ses mutations.

Jusqu'à présent, la puissance publique a cherché à endiguer les prétentions des très grandes entreprises. Les démocraties modernes ont élaboré un équilibre incertain entre la puissance des Etats et celle du capital ac-

cumulé. L'arme de la dépense publique et la maîtrise de l'éducation, qui contrebalance l'influence des entreprises sur les comportements engendrés par la consommation de masse, ont permis de compenser l'accroissement tendanciel des capacités d'action des multinationales.

L'ambassade danoise crée un rapport d'un nouveau type. Car les GAFAs se financent sur les marchés internationaux dont ils aspirent des ressources considérables. Elles leur permettent de développer les technologies qui impactent la manière de vivre de toute la planète. Ces entreprises n'exportent pas un produit à partir d'une nation, mais façonnent partout leur propre modèle social parce qu'elles contrôlent l'économie de l'information numérique : en accumulant les données privées et en offrant des services, des connexions et des technologies qui structurent la consommation, elles interviennent directement sur le comportement des citoyens et sur leur éducation – à la place des Etats.

LE MYSTÈRE DE LEUR GOUVERNANCE

M. Samuelson affirme qu'il s'agit de « nouveaux Etats », ce qui est inexact. Les entreprises de la Silicon Valley sont plutôt des objets politiques non identifiés, des « OPNI ». Elles emploient peu de salariés (de l'ordre de 300 000 au total), mais elles impactent plusieurs milliards de consommateurs ; elles paient peu d'impôts grâce à l'optimisation fiscale mais elles assurent une large part de l'in-

vestissement mondial dans les innovations numériques, ce qui renforce leur influence. Elles construisent la matrice du futur en élaborant des programmes transnationaux d'intelligence artificielle, de big data ou de transhumanisme.

Les OPNI se présentent tantôt comme de simples entreprises au service de notre bien-être, tantôt comme des avatars de puissances politiques autonomes : « *Notre prochain objectif*, écrit le patron de Facebook, Mark Zuckerberg, dans une lettre publiée sur ce réseau le 16 février, *sera de développer une infrastructure sociale pour notre communauté – pour soutenir, pour garder notre sécurité, pour informer, pour l'engagement civique et pour l'inclusion de tous.* » Un projet de société que le Danemark reconnaît donc.

Sauf à accepter une régression démocratique radicale, on ne peut pas voir apparaître ces OPNI dans l'espace politique sans poser la question de leur dessein. Qui contrôle leur ambition ? Car ces entreprises ne sont pas virtuelles. Elles sont concentrées dans un Etat américain, la Californie.

Comme toutes les communautés humaines, elles s'inscrivent dans des institutions juridiques qui concèdent du pouvoir à ceux qui les dirigent, légitimant ainsi leurs ambitions et leurs intérêts. S'il faut donc prendre au sérieux les OPNI, c'est pour élucider le mystère de leur gouvernance : ceux qui les pilotent ne sont pas des extraterrestres. ■

Pierre-Yves Gomez

est professeur
à l'EM Lyon